Non-guerre au Kosovo?

Autor(en): **R.V.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **145 (2000)**

Heft 12

PDF erstellt am: **09.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-346092

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Non-guerre au Kosovo ?

Dans l'ouvrage qu'il vient de publier, intitulé *La Stratégie dite à Timoléon*[1], le général français Claude Le Borgne consacre un chapitre à l'intervention de l'OTAN au Kosovo. Ses thèses, qui sortent des chemins battus, méritent l'attention. Nous en donnons ici une version condensée.

Bien que 1000 avions de combat de l'OTAN aient effectué plus de 20000 sorties en moins de 3 mois et largué plus de 20000 munitions diverses, essuyant le tir de 1000 missiles, la guerre du Kosovo est mal nommée, car ce n'est pas une guerre !

Un choix politique qui n'entraîne que des coûts financiers et moraux...

Même si on la définit comme l'affrontement de deux volontés dont chacune, ou au moins l'une d'elle cherche à imposer sa loi par les armes. En effet, les volontés en lutte, dont il s'agit de savoir laquelle est la plus forte, se jaugent au critère du combat, de la mort donnée et acceptée. Du moins est-ce ainsi que les classiques l'entendent. Or, dans l'affrontement de l'OTAN et des Serbes, seuls ces derniers sont en mesure de prouver leur volonté guerrière, encore que ce ne soit que négativement, en supportant les coups d'un ennemi inaccessible. L'OTAN, décidé à refuser tout risque, ne peut rien prouver de ce qui est de sa force d'âme.

La volonté des Alliés d'intervenir est un choix politique entraînant des coûts financiers et moraux, qui diffèrent peu, en ce qui concerne les sacrifices consentis, des décisions que l'on prend en temps de paix. Si l'OTAN finit par atteindre les buts qu'il poursuivait, l'armée serbe en est en droit de clamer qu'elle n'a pas été vaincue. Pas de guerre, pas victoire !

...mais guerre entre l'armée yougoslave et l'UCK

En revanche, on peut parler d'une guerre opposant l'armée yougoslave et l'Armée de libération du Kosovo (UCK), car il faut distinguer guerre technique, guerre révolutionnaire et guerre classique.

Au Kosovo et dans le ciel yougoslave, trois armées s'affrontent. La force aérienne de l'OTAN apparaît presque comme une armée virtuelle, tant l'utilisation qu'elle fait de l'espace, des images et de la haute technologie la rend étrange et détachée de la terre. L'armée yougoslave, tout à fait classique, que l'OTAN accable de ses feux quand elle se dévoile, a mis au point, de longue date, une stratégie de résistance à un éventuel occupant, qui s'apparente à la guérilla. L'UCK, à cause de ses faibles moyens, est obligée de ne pratiquer que la guérilla, contrairement aux Serbes qui sont lourdement armés.

Ces trois armées ne livrent l'une à l'autre que deux affrontements, chacun très désaccordé. L'OTAN n'agit que par ses avions ; l'armée serbe, qui ne peut rien contre eux, échappe pourtant largement à leurs coups. Lesdits appareils s'en prennent alors à des cibles politiques et économiques, plus commodes. Voilà pour le premier affrontement. Le second oppose l'UCK et l'armée yougoslave, qui ne mènent pas non plus un même combat. L'UCK harcelle les Serbes en une guérilla qui met ceux-ci dans la position des Français en Indochine ou en Algérie, celle du « lourdaud » face au combattant révolutionnaire. Pourtant, les Serbes n'ont pas, face à l'UCK, les scrupules des Français... Avec une cruauté tenace, ils cherchent à vider l'eau dans laquelle s'ébattent les guérilleros. En résultent les massacres et l'exode que l'on sait.

L'intervention de l'OTAN vient troubler ce « jeu » à deux ; l'UCK et l'OTAN deviennent alliés objectifs, la première renseignant la seconde sur les cibles possibles, obligeant parfois par ses actions terrestres

[1] *Paris, Economica, 2000, 319 pp. « L'intervention de l'OTAN au Kosovo », pp. 174-190.*

les forces serbes à se dévoiler et à s'offrir aux coups de l'aviation. La seule vraie guerre a opposé l'armée yougoslave et l'UCK qui a initié la violence dans un Kosovo maintenu dans la non-violence par l'excellent Ibrahim Rugova.

Les dangers du «zéro mort»

Plus on proclame, comme l'OTAN, ne vouloir tuer personne, plus l'opinion s'émeut lorsqu'un missile mal programmé atteint quelques malchanceux. On parle de «bavure», mot maladroit, ou de «dommages collatéraux», expression trop savante. Les responsables de l'Alliance avaient dit qu'ils ne faisaient pas la guerre. Pour excuser les «bavures», on dit que, tout de même, on la fait un peu et qu'à la guerre, quelque bonne volonté qu'on y mette, on ne peut exclure tout à fait les pertes en vies humaines. Ce ne sont pas des actes délibérés, mais des accidents. Bref, au lieu de s'émerveiller du peu de dégâts qu'on inflige aux hommes, on s'indigne de ce peu et les responsables font amende honorable.

Pourquoi l'OTAN est-elle intervenue au Kosovo?

Le seul motif qui a poussé l'Alliance au Kosovo est d'ordre moral, celui-là même qui préside aux actions de l'ONU dans la dialectique Nord-Sud, celle des pacifiques et des barbares. Il ne s'agit pas de morale internationale à faire respecter, but officiel de la guerre du Golfe, mais de morale étatique, dans la ligne fixée par Grotius au XVIIe siècle, qui estimait licite l'intervention armée des Etats pour venir en aide à des sujets opprimés et les sauver de leur tyran. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui la «défense des droits de l'homme», la seule cause susceptible de réunir une coalition aussi diverse que celle qui est intervenue au Kosovo.

La barbarie n'est pas apparue en 1999 en Serbie; elle sévit depuis 1991 dans l'ensemble yougoslave. Comme les responsabilités se répartissaient assez bien entre Croates, Serbes et Musulmans, il était difficile aux non-barbares de prendre position entre les barbares et de déterminer lesquels étaient les plus barbares. Ainsi, on en est-on resté en Bosnie dans la ligne des interventions onusiennes, qui est de s'interposer sans prendre position. Ce n'est que tardivement qu'on se met à considérer que Milosevic, le Serbe, est insupportable, avec sa politique au Kosovo, ses exactions variées qui aboutissent à des débuts d'exode.

L'intolérable étalé aux yeux de l'opinion publique d'Occident par les médias s'avère plus intolérable que les autres intolérables que l'on tolère depuis huit ans. La justesse de la cause obligeait les dirigeants à agir ainsi. Prendre parti reste hasardeux dans les Balkans. L'OTAN, définissant le Serbe comme ennemi, se trouve encombrée d'amis peu recommandables comme l'UCK. Les Balkans sont un «guêpier» ou une «poudrière»...

Quoi qu'il en soit, la force militaire mise en œuvre ne l'aurait pas été sans les Américains, qui n'ont agi que sous le couvert de l'OTAN, où chaque allié a son mot à dire. Personne n'obligeait un pays à suivre les Américains. Si ceux-ci ont, à nouveau fait étalage de leur force militaire, leur poids politique n'a pas été à l'unisson: celui de l'Europe a pesé plus lourd dans la diplomatie et la conclusion de la paix. Si bien qu'unissant le militaire et la politique, c'est plus la puissance d'un système qu'il nous faut admirer que celle des nations. Ceci est fort nouveau.

R. V.

Kosovo et faiblesses de l'ONU

«Ce que nous avons dit des faiblesses de l'ONU s'applique ici à merveille. Faiblesse militaire d'abord, qui fait que, pour les choses sérieuses, il convient que l'ONU délègue son action à un maître d'œuvre efficace (...). Faiblesse politique ensuite, qui entraîne que, pour le Kosovo, l'ONU n'a rien délégué du tout. Le directoire mondial, constitué des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, n'a pas répondu ici aux espoirs qu'avait fait naître la fin de la guerre froide: le veto de la Chine et celui de la Russie eussent, dans un blocage hérité de l'ordre ancien, fait avorter toute initiative guerrière. Il fallait donc, si la cause était bonne, passer outre, ce que l'OTAN fit.»